John Stuart Mill et Karl Marx face aux limites de la propriété privée

Valentine Brunet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3600>

DOI : 10.4000/lrf.3600

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Valentine Brunet, « John Stuart Mill et Karl Marx face aux limites de la propriété privée », *La Révolution française* [En ligne], 17 | 2020, mis en ligne le 24 février 2020, consulté le 20 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3600> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.3600>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2020.

© La Révolution française

John Stuart Mill et Karl Marx face aux limites de la propriété privée

Valentine Brunet

- 1 On a coutume de considérer John Stuart Mill (1806-1873) comme un épigone d'Adam Smith (1723-1790), un descendant de cette école libérale anglo-saxonne qui défend la *liberté naturelle* et la propriété privée. Marx traitait avec ironie cet économiste « bourgeois » de « philanthrope »¹, et le jugeait incapable d'imaginer un avenir sans l'institution capitale de la propriété privée. Cependant, l'émergence de conceptions alternatives au libéralisme classique, tant en Grande-Bretagne qu'en France, n'a pas laissé Mill indifférent. Les écrits des premiers socialistes ont même exercé une influence profonde sur sa pensée.
- 2 Outre-Manche, c'est par une révolution commerciale, puis industrielle, que la dynamique économique s'est enclenchée. L'agriculture commerciale y a pris son essor bien plus tôt qu'en France, en se fondant sur les *enclosures*. Ce processus, entamé dès le début de l'époque moderne, s'accélère entre 1760 et 1830. À mesure que les parcelles sont remembrées, les terrains communaux sont partagés au profit des grands propriétaires des environs. Les aristocrates britanniques n'hésitent pas à se lancer dans une véritable gestion commerciale des terres et suppriment les anciens droits d'accès des villageois aux « communs »². Ces transformations accompagnent la quête capitaliste d'un contrôle accru des ressources naturelles nécessaires au processus de production. Avec l'urbanisation et l'expansion démographique, les propriétaires fonciers ont tout intérêt à enclore de nouvelles terres afin de bénéficier de la hausse de la demande et du prix des denrées³.
- 3 Dans ce contexte tendu, le groupe de penseurs radicaux utilitaristes auquel appartient Mill n'a de cesse de recommander l'alliance de la bourgeoisie et des classes laborieuses face à l'aristocratie terrienne. En raison de la persistance du droit d'aînesse et des substitutions, le pouvoir des grands propriétaires fonciers est assuré. C'est sous leur impulsion que le phénomène de clôture des terres a pris une ampleur sans précédent. L'expropriation en masse des petits paysans a consolidé les domaines de l'aristocratie, qui gouverne le pays. Ses leviers d'influence sont multiples : elle est représentée à la

Chambre des Lords, mais contrôle aussi, de manière directe ou indirecte, de nombreux sièges aux Communes. Cette élite est détentrice d'un quasi-monopole des terres à l'orée du XIX^e siècle et a adopté des lois protectrices des intérêts agricoles. Ce protectionnisme est critiqué par l'économiste David Ricardo (1772-1823). Au sein du cercle utilitariste animé par Jeremy Bentham (1748-1832) et James Mill (1773-1836), on tient pour incontestable l'opposition d'intérêts entre la caste des propriétaires fonciers et les autres catégories sociales. Qu'une élite d'Ancien Régime soit devenue la grande bénéficiaire de l'essor de l'agriculture commerciale et qu'elle en profite pour asseoir sa position dominante à la tête de l'État ne pouvaient manquer de susciter la réflexion critique d'un *radical* comme J. S. Mill⁴. Son attitude a connu une importante transformation à partir de sa rencontre avec les saint-simoniens, à l'aube des années 1830. Dès ce moment, sa sensibilité à la question sociale irrigue toutes ses réflexions d'économiste. Néanmoins, la mise à l'épreuve de la conception dominante de la propriété privée ne va pas, chez Mill, jusqu'à l'adoption de la propriété sociale. Rien ne laisse à penser que le penseur anglais connaissait Marx, et encore moins ses écrits théoriques. Le socialisme millien apparaît marqué au sceau de l'utopie⁵. Dans son œuvre, Mill ne commente que les formes françaises et anglaises des socialismes et communismes et s'enthousiasme pour la Révolution de 1848. L'apport du socialisme et du communisme allemands semble ignoré.

- 4 Est-ce ce manque d'intérêt qui a suscité le traitement ironique et parfois injuste de Mill par Marx ? Toujours est-il que Marx a étudié attentivement les écrits de Mill, qui bénéficiaient d'une autorité reconnue à l'époque victorienne. Le succès des *Principles of Political Economy* (1^{re} édition 1848) est manifeste. La diffusion des thèses de Mill est facilitée par une *People's edition* à bas coût, vivement encouragée par l'auteur. Ses idées économiques sont régulièrement débattues à l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) fondée le 28 septembre 1864 à Londres avec la participation de Marx. Si Mill n'avait pas conscience du rôle de Marx dans ce mouvement, ce dernier ne pouvait ignorer les chevaux de bataille du penseur anglais, bientôt député de Westminster. Les attaques de Mill contre la grande propriété foncière aristocratique étaient bien connues. C'est pourquoi une association d'inspiration réformatrice, la *Land Tenure Reform Association*, sollicite son patronage. À l'inverse, l'AIT évolue vers le collectivisme sous l'impulsion de Marx. Une *Land and Labour League*, aux revendications révolutionnaires, incarne cette opposition frontale à la bourgeoisie. À la fin des années 1860, ces deux associations rivales réclament la remise en cause de la propriété foncière et tentent d'attirer le soutien des militants ouvriers. Derrière les luttes d'influence se dessine la problématique de la légitimité et des limites de la propriété privée du sol. Cette question n'a cessé d'alimenter le débat public et connaîtra une fortune nouvelle à la fin du XIX^e siècle avec l'activisme de l'Américain Henry George⁶.
- 5 Dans ces réflexions critiques, l'appropriation privative des terres est considérée comme la cause principale des injustices sociales. Mill et Marx ont tous deux voulu mettre la pensée économique au service de la justice. Le penseur utilitariste a ouvert la voie à l'approfondissement des doctrines de socialisation des terres en affirmant que la propriété foncière n'était pas une institution naturelle mais que son seul fondement était d'être utile à la société. Elle devait donc cesser d'être absolue et s'arrêter aux portes de l'intérêt général⁷. Le pari de Marx était de sortir des illusions juridiques et métaphysiques de Hegel pour s'attaquer à la base économique de la société capitaliste. Sa philosophie de la *praxis* révolutionnaire lance un appel à transformer de fond en

comble les relations de propriété, à transcender « l'individualisme possessif » par l'émancipation sociale⁸. La vision que se faisait Marx de la Première Internationale l'a poussé à organiser la *Land and Labour League* (Ligue de la Terre et du Travail), mais il ne réussit pas à entraîner un mouvement ouvrier anglais décidément trop réformiste. La rivalité feutrée entre Marx et Mill éclaire ainsi la spécificité du champ politique britannique par rapport à la culture révolutionnaire française⁹ et à ses déclinaisons marxistes¹⁰.

J. S. Mill : de la propriété privée à la propriété commune ?

- 6 En s'affranchissant du langage des droits naturels, l'utilitarisme anglais a relativisé le caractère sacré de la propriété privée. Aidé par sa formation d'économiste, Mill intègre des arguments saint-simoniens à sa doctrine. Nous envisagerons d'abord les fondements puis les applications de la conception millienne de la propriété à travers son militantisme sur la question agraire.

Les fondements de la propriété selon Mill

- 7 Cerner les contours de la propriété privée pour John Stuart Mill, c'est d'abord s'appuyer sur l'utilitarisme de Bentham, son maître.

Le projet de Bentham : réconcilier propriété privée et utilité publique

- 8 Le créateur de l'utilitarisme a dénoncé avec vigueur l'obscurité du langage des droits naturels qui inspire les Déclarations des droits de la Révolution française. Ce langage individualiste se perpétue durant le XIX^e siècle. Depuis 1789, la propriété semble revêtir un caractère absolu et découler directement de la loi naturelle. Bentham veut introduire davantage de précision dans l'usage des mots. C'est ce qu'il explique dans ses *Traité de législation civile et pénale* : « Le mot *droit*, de même que le mot *loi*, a deux sens, un sens propre et un sens métaphorique. [...] Le droit naturel est [...] une métaphore¹¹. » Au discours révolutionnaire des droits illimités, Bentham préfère l'assurance que procure un système légal bâti sur l'utilité. Chacun recherche le plaisir et s'efforce d'obtenir un maximum de satisfaction pour un minimum de peine. Le juriste anglais soumet l'ensemble des normes au test de l'utilité. Ainsi, le droit de propriété ne prend sens qu'à la lumière des quatre buts assignés par l'utilitarisme au droit civil : la subsistance, l'abondance, l'égalité et la sûreté¹². Pour Bentham, « l'objet le plus important, c'est la sûreté¹³ ».
- 9 Comme David Hume (1711-1776), Bentham considère que les lois assurent seules la stabilité et le respect des possessions, tandis que la sûreté est le résultat des initiatives prises par le législateur. Garantir la propriété, c'est éviter aux individus de subir un mal spécial que Bentham nomme la « *peine d'attente trompée* »¹⁴. C'est pourquoi il importe de « maintenir la distribution [des propriétés] telle qu'elle est actuellement établie¹⁵ ». Si le droit de propriété était remis en cause de façon brutale, chacun verrait ses calculs faussés et ses plans de vie s'effondrer. L'objectif de la législation consiste à garantir la sûreté de la possession, au nom d'une « théorie des incitations » associées aux droits de propriété et d'héritage¹⁶. La succession est reconnue comme un moyen d'acquisition

légitime de la propriété, Bentham suivant l'analyse en termes d'utilité générale de Hume¹⁷. Ces différents modes d'acquisition encouragent le travail et renforcent la confiance dans le système économique. La propriété est perçue comme un instrument qui contribue à augmenter le bonheur de la société.

- 10 Mais Bentham conçoit l'économie politique comme une science et un art, ce qui le conduit à poser la question de l'intervention de l'État en matière économique¹⁸. Il s'intéresse ainsi à la redistribution des ressources des riches vers les pauvres¹⁹. L'utilité de l'ensemble de la société est accrue par les progrès de l'égalité. Comment conjuguer sûreté et égalité ? Bentham pense que l'intervention de l'État au moment du décès du propriétaire peut faire avancer l'égalité sans nuire à la sûreté. C'est ainsi qu'il propose que l'État récupère les propriétés sans succession directe²⁰. Cette réflexion s'affine dans les *Traité de législation civile et pénale*. Soucieux de conserver un équilibre entre liberté successorale et intérêt public, Bentham suggère désormais de laisser au testateur le droit de disposer de la moitié de ses biens comme il le souhaite²¹. Sinon, ce serait encourager le propriétaire « à être dissipateur, et presque faire une loi contre l'économie²² ». Dans les cas de successions *ab intestat*, et en présence d'enfants, Bentham se prononce pour le partage égal. Le courant utilitariste anglais combat ainsi le droit d'aînesse et les substitutions, vestiges de l'Ancien Régime.
- 11 Des impératifs benthamiens, Mill retient la sûreté, mais aussi et surtout l'égalité. Il puise dans les idées de son maître des pistes de réforme de l'héritage, la suppression pure et simple des successions collatérales et la dévolution des biens à l'État. Il s'appuie sur Bentham lorsqu'il donne à la propriété privée une justification tirée de l'utilité, refusant d'y voir un droit naturel. Toutefois, ces prémisses d'une théorie de la propriété ne se seraient guère révélées fécondes sans l'apport de l'économie politique ricardienne²³.

L'apport ricardien

- 12 Les enseignements de Ricardo ont marqué l'économie politique au XIX^e siècle. Ainsi, les *Principles of Political Economy and Taxation* (1817) sont vite devenus « la Bible économique des utilitaristes²⁴ ». Ricardo explique la valeur par le travail. Le lien originel entre travail et droit de propriété est reconnu par tous les libéraux, en Grande-Bretagne comme en France. Toutefois, ce lien est au mieux indirect lorsqu'il s'agit de décrire la situation des propriétaires fonciers, et encore plus ténu lorsque les terres sont appropriées par des aristocrates qui ne les exploitent pas eux-mêmes. C'est la situation qui prévaut outre-Manche. Ricardo avait peu d'estime pour ces *landlords*, qui s'enrichissaient aux dépens des autres classes sociales²⁵.
- 13 Dans ce contexte, le pessimisme ricardien repose sur trois éléments : le principe de population de Malthus, la loi des rendements agricoles décroissants et la théorie de la rente foncière. Il n'y a pas, chez Ricardo, de remise en cause de la division de la société en trois classes (propriétaires terriens, capitalistes, travailleurs). La propriété privée du foncier est un fait qui lui semble inaltérable et définitif. Lorsqu'il analyse la distribution du revenu entre ces classes, Ricardo s'aperçoit que le poids de la rente pèse de plus en plus lourd. Ce phénomène s'explique par la pression démographique accrue, qui oblige à mettre en culture de nouvelles terres moins productives. La rente apparaît pour les propriétaires des meilleures terres, dont le coût de production est faible, mais qui bénéficient de la tendance à la hausse des prix. En effet, le prix du blé sur le marché correspond au coût de production sur la terre marginale, la moins fertile.

L'augmentation générale du prix des denrées agricoles se traduit donc par une rente différentielle, injustement prélevée par les propriétaires des bonnes terres. Il en résulte une hausse du coût de la vie pour les travailleurs. Comme les salaires ne peuvent longtemps se maintenir sous le niveau de subsistance, les industriels sont contraints de les augmenter. Dès lors, le taux global de profit baisse, ce qui a un impact négatif sur l'accumulation du capital et les perspectives de croissance. À terme, s'inquiète Ricardo, les évolutions de la rente entraînent le capitalisme vers un « état stationnaire » qui menace son avenir. Ce sombre pronostic peut néanmoins être déjoué, à condition d'adopter une nouvelle politique économique, le libre-échange. La Grande-Bretagne doit renoncer au protectionnisme agricole, importer du blé étranger moins cher, et freiner ainsi le mouvement ascendant de la rente foncière.

- 14 Les suggestions de Ricardo seront mises en œuvre en 1846-1849, avec l'abolition des *Corn Laws* et le passage progressif au libre-échange. C'est aussi le moment où J. S. Mill achève les *Principes d'économie politique* (1848). Dans ce traité, Mill se démarque de ses prédécesseurs en soulignant la différence de fond qui sépare les lois causales régissant la production de celles qui organisent la distribution des richesses :

Les lois et conditions de la production de richesses ont le caractère de vérités physiques. [...] Tel n'est pas le cas de la distribution des richesses, qui est seulement une convention humaine. Une fois les choses produites, l'humanité, considérée individuellement ou collectivement, peut en faire ce qu'elle veut²⁶.

- 15 Simple convention sociale, la propriété privée n'a rien de naturel. Comme toute autre institution humaine, elle est soumise à l'évolution historique. Or, les lois anglaises favorisent depuis trop longtemps la concentration excessive de la propriété et les abus des grands propriétaires. Ces *landlords* « s'enrichissent, pour ainsi dire en dormant, sans travailler, sans prendre de risques ou économiser²⁷ ». Cette critique se fonde sur l'analyse ricardienne de la rente. Mill affirme que la loi des rendements agricoles décroissants est « la proposition la plus importante de l'économie politique²⁸ ». Les terres étant limitées en quantité et en qualité, le propriétaire des sols fertiles, en situation de *monopole naturel*, perçoit une rente²⁹. Loin d'être un facteur de production comme les autres, la terre présente donc de fortes spécificités. J. S. Mill estime que la rente foncière est injuste et qu'il convient d'en capter la part « indue » par l'impôt. L'idée avait déjà été avancée par son père, qui se demandait si la rente ne pourrait pas devenir l'unique recette fiscale, au vu de son augmentation régulière dans une société en croissance³⁰. Cette nouvelle forme d'impôt figure en bonne place dans les *Principes* de J. S. Mill :

La première étape consiste à évaluer toutes les terres de ce pays. Si la valeur présente de la terre doit être exemptée d'impôt, en revanche, dès qu'un certain temps se sera écoulé, durant lequel la société aura crû en population et en capital, une première estimation pourra être faite de l'accroissement spontané de la rente depuis la date de l'évaluation. [...] À partir de ce moment [...] je ne vois pas d'objection à ce que [le Parlement] impose, par un impôt spécifique, tout accroissement futur de la rente³¹.

- 16 Pourquoi les propriétaires fonciers seraient-ils bénéficiaires des profits qui résultent de l'enrichissement global de la société ? L'économiste britannique insiste sur le lien entre travail, effort et propriété. Telle est selon lui la véritable justification de ce droit. Mill ne peut accepter que les grands propriétaires terriens reçoivent, sans effort de leur part, des *bénéfices indus* qui devraient revenir à la société³². L'imposition des plus-values liées à la rente foncière offre le remède le plus adapté à cette injustice. De cette manière, les richesses produites par toutes les classes sociales serviront à promouvoir

l'utilité de la collectivité et à améliorer le sort des plus pauvres. À la différence des économistes libéraux orthodoxes, Mill s'interroge sur le bien-fondé de l'appropriation privative du sol. La dimension sociale de sa réflexion a été stimulée par sa rencontre, en 1828, avec l'un des missionnaires saint-simoniens en Angleterre, Gustave d'Eichthal (1804-1886). Fondée à la mort de Saint-Simon (1760-1825), cette école reprochait aux économistes de raisonner comme si la propriété privée était une institution éternelle et invariable³³. La théorie millienne de la propriété doit beaucoup à la critique saint-simonienne.

La critique saint-simonienne de la propriété

- 17 Pour les saint-simoniens, « la propriété est un fait social, soumis, comme tous les autres faits sociaux, à la loi du progrès³⁴ ». Avec l'avènement de la « société industrielle », une réorganisation du régime de propriété est devenue incontournable. Cette priorité est sans doute l'article de foi qui marqua le plus le jeune Mill : grâce aux saint-simoniens, il reconnaît avoir pris conscience de « la valeur très relative et temporaire de la vieille économie politique, qui part de la propriété privée et de l'héritage comme d'axiomes inattaquables³⁵ ». Mill salue leur souci sincère de justice sociale. Sa perception des dogmes de l'économie classique commence à évoluer. Il admet que la *loi du progrès*, cette dynamique qui fait avancer la civilisation, transforme toutes les institutions dans sa marche. La propriété privée, simple convention, peut se révéler transitoire et être dépassée par la logique de *l'association*. L'influence des saint-simoniens oriente la pensée de Mill dans un sens historiciste qui n'est guère compatible avec une conception abstraite et éternitaire de l'économie politique. Ce nouvel état d'esprit inspire la distinction entre lois de la production et lois de la distribution, qui ouvre un espace de débat sur les modalités de répartition des richesses et de la propriété. Au nom du progrès, l'argumentation saint-simonienne met l'accent sur la nécessité d'une véritable mobilité sociale :

Il semble donc qu'il doive se faire aujourd'hui, entre les diverses classes de la société, un échange continuel des familles et des individus qui les composent, et que, par suite de cette circulation, l'exploitation de l'homme par l'homme, si elle se continue encore, soit flottante, au moins quant aux races sur lesquelles elle pèse ; mais par le fait, cet échange n'a pas lieu, et sauf quelques exceptions, les avantages et les désavantages propres à chaque position sociale se transmettent *héréditairement* ; [...] Aujourd'hui la masse entière des travailleurs est exploitée par les hommes dont elle utilise la propriété³⁶.

- 18 L'absence de mobilité sociale trouve son origine dans le rapport de classe figé entre les *oisifs*, qui comprennent une partie de l'élite bourgeoise et les grands propriétaires fonciers, et les *industriels*. Le sens du mot *industriels* recouvre à l'époque tous les types de travaux utiles, y compris commerciaux et agricoles³⁷. Aux yeux des saint-simoniens, les fonds de terre sont des instruments de travail qui ne devraient pas appartenir à une classe oisive. De même font-ils peu de cas des contributions du capitaliste qui met à disposition les avances d'argent et de matériaux nécessaires au processus de production. La dénonciation saint-simonienne de la propriété privée est globale, car son attribution dépend, pour l'essentiel, du hasard de la naissance. Pis, elle découle le plus souvent d'un coup de force originel : Bazard attaque « une législation, fille du droit de la conquête, [qui] investit [une élite] du monopole des richesses, c'est-à-dire de la faculté de disposer à son gré, et même dans l'*oisiveté*, des *instrumens de travail*³⁸. »

- 19 S'il partage le désir des saint-simoniens de vivre dans une société où tous doivent travailler, Mill reste prudent s'agissant du rôle des chefs d'industrie, qu'il n'assimile pas à des « oisifs ». Dans ses *Principes*, il se montre proche de l'intuition de départ de Saint-Simon, qui accordait aux capitaines d'industrie un rôle clef et ne voyait pas d'antagonisme de classe entre les chefs des travaux industriels et les prolétaires. Il n'y a, chez Saint-Simon, aucune hostilité de principe envers ceux que l'économie politique appellera les *capitalistes*. Tous les industriels ont vocation à collaborer à l'élaboration de la société de l'avenir. Saint-Simon dressait un bilan positif du transfert de propriété qui a marqué la Révolution française :

Lors de la vente des domaines nationaux, plusieurs milliers de prolétaires [...] passèrent subitement dans la classe des propriétaires territoriaux. Or la manière dont cette masse de prolétaires devenus subitement propriétaires a dirigé l'administration de ses propriétés, a prouvé et constaté un grand fait politique, c'est que la dernière classe de la nation se trouve aujourd'hui composée d'hommes dont l'intelligence est suffisamment développée [...] pour que la loi puisse [...] faire cesser la tutelle exercée sur eux jusqu'à ce jour ; et que [...] la nation devant être considérée comme composée d'individus tous capables d'administrer des propriétés, la loi doit établir le système politique dans lequel la direction des intérêts communs sera confiée aux hommes les plus distingués dans les capacités de l'utilité la plus générale et la plus positive³⁹.

- 20 Saint-Simon envisage le passage du *gouvernement des hommes* à l'*administration des choses* par les plus capables⁴⁰. Tout individu peut s'élever par son travail au sein de l'association. Sa vision est harmoniciste et il n'est pas question d'antagonismes violents entre classes. Et, de même, Mill refuse d'opposer les capitalistes aux travailleurs :

L'institution de la propriété, bornée à ses éléments indispensables, consiste dans la reconnaissance, à l'égard de chaque individu, du droit qu'il a de disposer exclusivement de tout ce qu'il peut avoir produit par ses efforts personnels, ou reçu des producteurs, à titre de don, ou par consentement loyal, sans employer la force ni la fraude. Le fondement de l'ensemble est le droit des producteurs sur ce qu'ils ont eux-mêmes produit. [...] [Le capital] est le fruit du travail antérieur. [...] Une compensation doit être donnée à ceux qui possèdent [le capital], à la fois pour le travail antérieur et pour l'abstinence par laquelle les fruits de ce travail [...] ont été accumulés à cette fin⁴¹.

- 21 L'économiste anglais oppose aux saint-simoniens, qui se sont éloignés de la doctrine de leur maître, l'argument selon lequel la frugalité et l'épargne aboutissent à des inégalités dans la possession de capitaux⁴². Le tournant critique de l'école saint-simonienne paraît davantage justifié s'agissant des propriétaires fonciers, qui perçoivent une rente sans rapport avec les efforts consentis. Mill admet, avec les saint-simoniens, que l'héritage procure un « avantage immérité » (*unearned advantage*) à celui qui en bénéficie⁴³. L'économiste britannique est donc amené à proposer des mesures en défaveur de l'héritage. Ce cheminement intellectuel est facilité par la convergence de Bentham et des saint-simoniens sur l'abolition des successions collatérales. Ils réclament également l'augmentation des droits de succession sur les héritiers en ligne directe. Mill veut empêcher la transmission d'une vaste fortune à un seul individu. L'effet du principe d'hérédité est la reproduction néfaste de l'oisiveté d'une génération à l'autre⁴⁴. Mill suggère de conserver la liberté des propriétaires de léguer leurs biens, tout en restreignant le droit de recevoir par héritage. Le montant transmissible au sein de la famille serait plafonné à un maximum légalement fixé. Il s'agirait d'assurer aux héritiers une « indépendance confortable⁴⁵ », une aide suffisante pour commencer dans la vie. Au-delà, l'impératif d'une répartition plus égalitaire serait appliqué. Les

personnes fortunées devraient diviser leurs richesses en plusieurs lots, ou œuvrer pour des causes d'utilité publique⁴⁶. Cette *loi du maximum* a suscité les critiques des libéraux, comme Baudrillart en France, qui y voyait « une idée socialiste de nivellement⁴⁷ ». Ce rapprochement de Mill avec le socialisme s'exprime également par sa proposition de droits de succession fortement progressifs sur tous les héritages excédant un montant modéré⁴⁸.

- 22 Certains commentateurs ont vu dans les *Chapitres sur le socialisme* (1869, publ. posthume 1879), une révision des opinions milliennes sur le socialisme⁴⁹. Pourtant, le dernier chapitre de son opus montre que « la société est pleinement habilitée à abroger ou modifier tout droit à la propriété qu'elle estime, tout bien considéré, faire obstacle au bien public⁵⁰ ». Les *Chapitres* s'inscrivent dans la même logique que celle des *Principes* : il n'existe pas de notion immuable de la propriété. Son organisation doit être évaluée selon le critère utilitariste du « bien public », en fonction des retombées positives de cette institution pour le plus grand nombre. À cette aune, le système de la grande propriété terrienne n'a aucune légitimité. C'est pourquoi Mill soutient une organisation de réforme de la tenure des terres qui saura attirer certains militants ouvriers⁵¹.

La Land Tenure Reform Association

Une association influente

- 23 L'engagement de Mill au sein de la *Land Tenure Reform Association*, créée en juillet 1869, lui a attiré de violentes critiques, mais aussi de fidèles partisans. Certains de ses alliés, comme Charles Dilke (1843-1911), sont issus du courant républicain, qui réclame l'émancipation des esprits, des hommes, des terres et de la nation. D'autres réformateurs agraires sont des libéraux favorables au *free trade in land*. Nommé président du comité d'organisation de la *Land Tenure Reform Association* à l'automne 1869, Mill prépare son programme, qu'il termine en avril 1870 et qui sera publié en mars 1871. Il tente de satisfaire les deux tendances principales du mouvement. Afin de rallier les partisans du libre-échange, Mill prévoit de réformer en profondeur les lois sur le transfert de propriété foncière. C'est l'objet des trois premiers articles : « I. Lever tous les freins légaux et fiscaux au transfert du foncier. II. Obtenir l'abolition du droit d'aînesse. III. Restreindre dans les limites les plus étroites les substitutions⁵². »
- 24 Cependant, les ambitions de Mill vont bien au-delà. En concertation avec les dirigeants ouvriers réformistes, l'économiste insère un article IV qui autorise la collectivité à récupérer une partie de la hausse de la rente foncière. Cette position radicale ne convainc pas tous les membres de l'Association, loin de là. L'acquisition de grands domaines reste un signe de réussite sociale dans l'Angleterre victorienne ; les catégories aisées sont hostiles à l'imposition des plus-values foncières. Mill promeut cette mesure au nom de l'utilité du plus grand nombre, car « [l]a terre est l'héritage originel de l'humanité dans son ensemble. [...] Rien ne justifie de laisser [le propriétaire foncier] s'approprier une augmentation de valeur à laquelle il n'a pas contribué, mais qui lui revient grâce à la croissance générale de la société⁵³ ». Les propriétaires qui refuseraient cet impôt auraient la possibilité de vendre leurs terres à l'État, au prix du marché. Grâce aux sommes collectées et aux terres acquises, le gouvernement engagerait une redistribution des richesses en direction des paysans pauvres. Le sort misérable des travailleurs agricoles britanniques préoccupait tout particulièrement l'économiste anglais, qui souhaitait favoriser leur accès à la terre. Le second volet des

propositions concerne le statut des communs. Les grands propriétaires britanniques ont privatisé de vastes espaces naturels pour en faire des réserves de gros gibier. Cette pratique n'est pas conforme au principe d'utilité, qui exige la mise en valeur du sol de la manière la plus bénéfique à la collectivité. Mill s'oppose à toute nouvelle appropriation privative des communs⁵⁴. La clôture des terres a donné lieu à une véritable spoliation des paysans en Grande-Bretagne : cette injustice doit cesser⁵⁵. Des préoccupations écologiques sous-tendent également l'action de Mill en faveur de la préservation des communs, ce qui confère à sa démarche une actualité indéniable.

Un projet précurseur en matière écologique

- 25 Mill met l'accent sur la protection de l'environnement et la conservation des espaces « dans un état de beauté naturelle sauvage⁵⁶ ». S'il emploie ce langage écologique avant la lettre, c'est qu'il entretient un rapport étroit avec la nature, à la fois source d'élévation morale, d'épanouissement mental et de fécondité émotionnelle. Il lui paraît essentiel de préserver l'accès de l'humanité à une nature vierge et d'initier chacun à la contemplation des beautés de la terre. Cette conception relève du romantisme, un courant qui s'affirme au XIX^e siècle. L'un des objectifs de l'Association est de permettre à l'État d'acquérir des terres abandonnées, pour en faire des réserves naturelles ouvertes à tous. Mill est convaincu que le progrès des classes laborieuses suppose de renouer leur lien fondamental avec la nature, alors même que les masses populaires sont déracinées et exploitées dans un environnement urbain extrêmement pollué. Rétablir ce lien particulier avec la nature, c'est réparer les dégâts de l'industrialisation à outrance. Mill comprend la nécessité de protéger les équilibres écologiques et perçoit les effets néfastes de la Révolution industrielle⁵⁷. Il n'imagine pas de vivre dans « un monde où rien ne serait laissé à l'activité spontanée de la nature », où tout serait subordonné « à la croissance illimitée de la richesse et de la population »⁵⁸. Loin de partager la perspective productiviste des classiques, Mill s'efforce de susciter une prise de conscience écologique parmi ses contemporains. La terre, ressource commune de l'humanité, doit avant tout être préservée et respectée.
- 26 C'est pourquoi l'Association encourage l'expérimentation de formes alternatives de propriété. L'État pourra ainsi soutenir l'agriculture coopérative sur les terres rachetées aux propriétaires privés (articles V et VI du programme). Le développement de la petite propriété paysanne est également envisagé. Le souci écologique de Mill l'amène à fonder, avec Henry Fawcett (1833-1884) et Octavia Hill (1838-1912), la *Commons Preservation Society* en 1865. Cette association a joué un rôle décisif dans la défense des communs, des chemins et des espaces naturels outre-Manche. Ces orientations écologiques font de Mill un précurseur des combats actuels⁵⁹. Il observe qu'il y a des limites environnementales à la croissance et attend l'arrivée d'un « état stationnaire » avec sérénité. Les conséquences d'une croissance zéro ne seront pas nécessairement négatives. Mill prône une meilleure maîtrise des naissances parmi les classes laborieuses et compte sur une utilisation intelligente du progrès technique pour assurer l'avancée de l'humanité vers une aisance partagée par tous. Il espère qu'une population moins nombreuse, mais plus heureuse, apprendra à vivre en harmonie avec la nature. Mill suggère que l'horizon stationnaire sera imposé à l'avenir par la nécessité. La baisse de la pression démographique sera favorisée par l'émancipation des femmes, qui doivent accéder à l'éducation, au travail et aux loisirs dans les mêmes conditions que les hommes.

- 27 Le penseur anglais ne tranche pas la question du statut de la propriété dans cet état social futur⁶⁰, mais laisse entrevoir sa préférence pour une forme de socialisme coopératif dans son autobiographie. Le problème social de l'avenir est défini comme la meilleure manière d'unir la plus grande liberté d'action individuelle à une « propriété commune des matières premières du globe » et à une « participation égale de tous aux profits de l'association du travail »⁶¹. Se dessine un projet de démocratie économique, qui laisse place à l'intervention de l'État⁶². Le libre-échange des terres ne garantit cependant pas un accès des non-propriétaires au sol et l'intervention publique semble nécessaire, pour éviter la spirale spéculative qui aboutirait inévitablement à allouer les terres mises sur le marché aux acheteurs aisés⁶³. Pour autant, la nationalisation immédiate de toutes les terres n'est pas une option retenue par Mill. L'économiste se montre réservé sur la capacité de l'État à gérer l'ensemble des terres. C'est pourquoi il préfère une approche gradualiste⁶⁴. Il propose la mise à disposition du public de domaines attachés à des fondations, à l'expiration d'un certain délai⁶⁵. La démarche de la *Land Tenure Reform Association* mêle ainsi revendications libérales, préoccupations écologiques et expérimentations sociales. Cette optique réformatrice est jugée contre-productive par Marx. Exilé à Londres, il critique les demi-mesures prônées par les économistes classiques, qui visent à prolonger un système capitaliste condamné par le mouvement de l'histoire. Rien en dehors de l'abolition pure et simple de la propriété privée n'arrachera les prolétaires à leur « aliénation ».

Karl Marx et l'abolition de la propriété privée

De la propriété privée au collectivisme

Dialectique de la propriété privée

- 28 Formée par la philosophie politique hégélienne, la réflexion marxienne s'en détache dès 1842-1843, avec le texte, resté inachevé, *Kritik des Hegelschen Staatsrecht*⁶⁶. Hegel faisait de l'*Idée* le sujet déterminant à l'œuvre dans les processus historiques et voyait dans l'État rationnel moderne l'incarnation de l'Esprit du peuple, ce qui revenait à valider l'ordre politique existant. Ainsi, la figure de l'État bureaucratique, dessinée en 1820 par Hegel dans ses *Principes de la philosophie du droit*, apparaissait indispensable au développement de l'Absolu dans l'histoire⁶⁷. Marx pointe les apories de cette conception hégélienne de l'État, qui aboutit au conservatisme politique et social. Dans sa *Critique du droit politique hégélien*, il dévoile la véritable nature de l'État bureaucratique, qui n'est autre que la créature de la propriété privée : le droit de suffrage, censitaire, appartient aux propriétaires. S'agissant de la structure de l'État prussien, l'administration est la propriété privée de la bureaucratie. Or, « dans l'État, c'est la raison consciente qui devrait régner ; [...] la configuration [actuelle et purement] fortuite des pouvoirs et des fonctions de l'État ne saurait être présentée comme conforme à la raison⁶⁸. » L'État politique hégélien, censé incarner la raison réalisée, entre en conflit avec lui-même, car ses formes ne répondent pas à des exigences rationnelles, mais aux seuls impératifs de la propriété privée. Pour le jeune Marx, « la propriété foncière est la propriété privée par excellence »⁶⁹. La Constitution de l'État prussien, avec sa Chambre des pairs réservée à la noblesse foncière, « est donc la constitution de la propriété privée⁷⁰ ».

- 29 À l'époque où il composa ses *Principes de la philosophie du droit*, Hegel espérait que la Prusse mettrait en œuvre les libertés universelles proclamées par la Révolution française. Cet espoir fut déçu, avec pour conséquence la radicalisation des Jeunes Hégéliens, en particulier le groupe de gauche dont faisait partie Marx⁷¹. Malgré sa grille de lecture hégélienne de 1789, Marx perçoit les limites de l'illusion des droits de l'homme. L'abstraction des droits universels consacre *de facto* la réalité bourgeoise : « L'application pratique du droit de l'homme à la liberté, c'est le droit de l'homme à la propriété privée⁷². » Marx prend le contrepied des *Principes* de Hegel. Le philosophe de Berlin proposait une défense du droit de propriété privée fondée sur le nécessaire développement de la personnalité. La propriété privée serait l'objectivation de la volonté libre et infinie. Marx montre qu'il s'agit d'une fausse piste dans laquelle s'étaient déjà fourvoyés les révolutionnaires français. En 1789, ils ont élevé la propriété privée au rang des tout premiers droits consacrés par la Déclaration des droits. Dans cette optique, héritée du droit naturel et théorisée par John Locke dès le XVII^e siècle⁷³, la propriété privée contribuerait de manière décisive à l'affirmation de la personnalité individuelle. Hegel prolonge cette tradition en considérant que l'esprit doit s'incorporer dans des objets. C'est en s'appropriant le monde extérieur qu'il manifesterait sa liberté. L'appropriation privative, la possession et le contrôle exercés sur les choses matérielles permettraient à l'individu de s'affranchir des limites extérieures à sa volonté. Il prouverait par là même sa supériorité intrinsèque sur le monde naturel⁷⁴.
- 30 Hegel proclame le « droit d'appropriation absolu de l'homme sur toutes choses⁷⁵ ». La pensée hégélienne consacre la primauté de ce qu'il est convenu d'appeler « l'individu possessif », qui s'affirme en imposant sa volonté aux objets et en s'octroyant des prérogatives illimitées sur le milieu naturel. Ce faisant, l'ordre des choses existant est conforté : Hegel s'oppose à toute alternative communiste à la propriété privée. En 1843, Marx commence son œuvre critique par un dialogue polémique avec la philosophie hégélienne du droit. Le professeur de Berlin se serait contenté de reproduire avec emphase les dispositions du Code civil napoléonien de 1804. Affirmer qu'il y a un fondement éthique au « droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue » (article 544 du Code civil) n'est qu'un leurre du libéralisme. Hegel aurait transposé en langage philosophique les présupposés juridiques et économiques du libéralisme. Les *Principes de la philosophie du droit* reflèteraient l'appropriation par le philosophe allemand du concept de propriété privée importé en Allemagne lors des campagnes napoléoniennes. C'est bien cette transposition d'une notion juridique dans « une philosophie spéculative de la volonté libre spirituelle⁷⁶ » que conteste Marx, en énonçant une vision alternative de la Révolution dans *La Sainte Famille* (1845) :
- La Révolution française a fait éclore des idées qui mènent au-delà des idées de l'ancien ordre du monde. Le mouvement révolutionnaire, qui prit naissance en 1789 au *Cercle social*, qui [...] eut pour représentants principaux Leclerc et Roux et finit par succomber temporairement avec la conspiration de Babeuf, avait fait éclore l'idée communiste que Buonarroti, l'ami de Babeuf, réintroduisit en France après la Révolution de 1830. Cette idée, élaborée avec conséquence, c'est l'idée du nouvel état du monde⁷⁷.
- 31 Marx ne connaissait pas l'ensemble des écrits de Hegel sur la division du travail moderne, où le penseur d'Iéna montrait sa répugnance pour les injustices nées de la « civilisation industrielle⁷⁸ ». Il reste que Hegel suit A. Smith dans l'idée qu'une « main invisible », désignée comme l'action de la raison dans la société civile, gouverne

l'interaction des individus dans la sphère économique. C'est l'objet du chapitre intitulé « Le système des besoins » des *Principes*⁷⁹. Marx juge cette division du travail déshumanisante et fait de la séparation croissante de l'ouvrier et des instruments de production la source de son *aliénation*. Le système capitaliste a divisé le travail jusqu'au point où l'ouvrier n'a plus aucun contrôle sur l'ensemble de l'objet qu'il contribue à produire. L'organisation de la propriété privée dépossède le travailleur de ses propres productions. Comment pourrait-on prétendre que ce type de relations épanouit la personnalité d'un travailleur réduit à un simple rouage d'une chaîne de production ? Marx rejette la conception hégélienne de la propriété privée, lui reprochant son éloge paradoxal de la division du travail, qui semble annuler entièrement les bénéfices éthiques de la propriété pour la « libre individualité » du salarié. Il s'agit de revenir au réel et à ses contradictions, qui n'ont pas été réconciliées dans l'*Idée*, chère à Hegel.

- 32 Retenant de son maître la méthode dialectique, Marx s'oriente vers une approche matérialiste, en rupture avec l'idéalisme hégélien. L'émancipation humaine ne sera pas conquise au sein de la « société civile bourgeoise ». Elle passe au contraire par sa dissolution et par la disparition de son pendant, l'État libéral. L'esclavage de la classe nouvelle du « prolétariat » est le résultat de la société bourgeoise, où l'égoïsme prend le pas sur toute forme de lien social. Pour le prolétariat, qui est dépourvu de propriété privée, dépossédé, la figure de l'État rationnel hégélien n'est pas l'incarnation nécessaire du « social », du « collectif » ou de « l'intérêt public »⁸⁰. Elle n'est que l'instrument de la classe bourgeoise, qui maintient les non propriétaires en sujétion. Concrètement, la Révolution de 1830 a signé le triomphe de la bourgeoisie comme classe dominante et polarisé la lutte entre ses représentants et le prolétariat. Marx puise ce concept de « lutte des classes » chez Augustin Thierry, historien bourgeois qui avait été secrétaire de Saint-Simon et n'était pas étranger à sa philosophie sociale⁸¹.
- 33 Si Hegel a été victime des illusions libérales propagées par les économistes anglais, c'est donc à la critique de l'économie politique qu'il faut s'atteler. Telle est la tâche que se fixe Marx, et qui occupera désormais toute sa vie de chercheur.

La critique de l'économie politique

- 34 Depuis 1843, Marx a adhéré au communisme. En exil à Paris, il se plonge, au printemps 1844, dans l'économie politique afin d'en esquisser la critique. Contrairement aux classiques, Marx voit dans la propriété privée la source des plus grands maux de la société capitaliste. C'est pourquoi il définit le communisme par la formule suivante :

Le communisme en tant que dépassement positif de la propriété privée, donc de l'*auto-aliénation humaine* et par conséquent en tant qu'appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme ; c'est le retour total de l'homme à soi en tant qu'homme social, c'est-à-dire humain, retour conscient, accompli dans toute la richesse du développement antérieur. Ce communisme est un naturalisme achevé, et comme tel un humanisme⁸².

- 35 Marx fait de l'abolition de la propriété privée le cœur de sa doctrine, car il accorde au « lien de la structure sociale et politique avec la production »⁸³ un rôle primordial dans le mouvement de l'histoire. À partir de 1845, des *Thèses sur Feuerbach* et de *L'Idéologie allemande*, Marx a rompu avec les débats purement théoriques des Jeunes Hégéliens, pour façonner une « philosophie de la praxis »⁸⁴. La réflexion marxienne s'articule autour d'une conception matérialiste de l'histoire. Ce sont les structures économiques qui conditionnent l'édifice sociopolitique (*Überbau*). Seule une transformation radicale

de la base économique (*Basis*) peut poursuivre la dynamique d'émancipation lancée par la Révolution française :

On comprend sans peine que tout le mouvement révolutionnaire trouve son fondement tant empirique que théorique dans le mouvement de la propriété privée, qui est le mouvement de l'économie. [...] L'abolition de la propriété privée est l'émancipation de tous les sens et de toutes les qualités humaines⁸⁵.

- 36 Pourquoi réclamer l'abolition de la propriété privée ? Selon Marx, l'homme s'est appauvri en axant tous ses rapports avec la société sur ce qu'il appelle « le sens de l'avoir⁸⁶ ». Il a renoncé à une véritable réalisation de soi et a réduit ses contacts avec autrui à des échanges entre propriétaires privés. L'ascension d'*homo proprietarius* s'est construite sur le renoncement aux valeurs communautaires qui s'inscrivaient dans la reconnaissance de pratiques agricoles partagées sur des terres communes, ou *communaux*. Il a fallu légitimer le passage à marche forcée au capitalisme agraire, qui se dessine dès le XVI^e siècle en Grande-Bretagne avec les *enclosures*. Les économistes classiques ont développé une argumentation biaisée en faveur de ces nouvelles pratiques agricoles, tout en présentant les institutions caractéristiques de l'économie de marché comme des vérités éternelles. Pourtant, la propriété du sol n'a pas toujours été privative. Marx s'est attaché à montrer ses différentes formes : la propriété tribale, la propriété communale et domaniale de l'Antiquité, la propriété féodale ou corporative, et, enfin, la propriété privée moderne⁸⁷. La confusion a été entretenue sur les origines de la propriété moderne, qu'on assigne au droit romain afin de lui trouver les racines les plus anciennes possibles. Or, les concepts d'*usus*, *fructus* et *abusus*, absents du droit romain, ne sont forgés que par le droit médiéval⁸⁸.
- 37 Le démantèlement de la féodalité laisse place à une nouvelle forme de propriété : le capital. Toutes les productions du sol rentrent dans le circuit du commerce. D'après *Misère de la philosophie* (1847), « la rente, dans le sens de Ricardo, est la propriété foncière à l'état bourgeois : c'est-à-dire la propriété féodale qui a subi les conditions de la production bourgeoise⁸⁹. » Quels sont les effets de cette *production bourgeoise* sur les rapports de classes sociales ? Trois classes distinctes émergent : les propriétaires fonciers, les capitalistes (les fermiers, dans l'agriculture anglaise intensive) et les ouvriers (journaliers sans terres). Lorsque les économistes raisonnent à partir de ces trois classes comme si elles avaient toujours existé, ils sont, selon les mots d'Althusser, victimes d'une illusion « éternitaire, fixiste et abstraite⁹⁰ ». Marx s'insurge contre cette économie politique éternelle dans *Misère de la philosophie* :
- À chaque époque historique la propriété s'est développée différemment et dans une série de rapports sociaux entièrement différents. Ainsi définir la propriété bourgeoise n'est autre chose que faire l'exposé de tous les rapports sociaux de la production bourgeoise. Vouloir donner une définition de la propriété, comme d'un rapport indépendant, d'une catégorie à part, d'une idée abstraite et éternelle, ce ne peut être qu'une illusion de métaphysique ou de jurisprudence⁹¹.
- 38 Les classiques, tout comme les socialistes utopiques, présentent une vision naïve et fautive de la propriété privée. Le reproche de Marx vise la naturalisation de ce qui n'est qu'une institution somme toute récente dans l'histoire de l'humanité. Sont coupables de cette erreur aussi bien Proudhon et Fourier que les économistes *humanitaires* ou *philanthropes*. La charge marxienne vise à la fois les faiseurs d'utopie, dont le socialisme offre une vision « encore imparfaite, encore affligée de la propriété privée⁹² », et les épigones de Mill qui ne voient « dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne⁹³ ». C'est en créant une

classe dépossédée de tout, le prolétariat, que la bourgeoisie libérale a fait naître son adversaire le plus redoutable. Dans la postface du *Capital* (1867), Marx explique comment les illusions des économistes classiques se dissipent si on adopte le point de vue du prolétariat. Il s'agit d'accorder une importance décisive aux rapports de force, aux luttes de classes, qui sont les moments politiques où l'histoire avance vers sa phase finale : le communisme. L'insuffisance de l'économie politique de Mill est mise en évidence : le penseur anglais refuserait d'admettre à la fois la nature transitoire des catégories économiques classiques et le rôle crucial des antagonismes de classes dans le processus conduisant à la révolution sociale.

- 39 Cette double critique de Marx à l'encontre de Mill est-elle justifiée ? Sur le premier point, Mill semble en réalité avoir perçu, bien avant Marx, le caractère historiquement variable des catégories économiques. Dans une recension d'un ouvrage de Harriet Martineau (1802-1876), Mill remarque dès 1834 les faiblesses des dogmes économiques conçus de manière anhistorique :

L'objection qui peut sans doute leur être adressée, c'est qu'ils tentent de fabriquer un matériau permanent à partir de matériaux transitoires. [Les traités d'économie politique] considèrent comme un fait établi que les arrangements sociaux sont immuables, alors que nombre d'entre eux sont par nature fluctuants, ou susceptibles de progrès. Ils énoncent avec aussi peu de réserves, comme s'il s'agissait de vérités universelles et absolues, des propositions qui ne sont peut-être applicables nulle part, hormis à l'état social particulier dont l'auteur se trouve être le témoin. Par exemple, dans toutes leurs spéculations, les économistes anglais partent du présupposé selon lequel le produit de l'industrie est partagé entre trois classes tout à fait distinctes : en l'espèce, les travailleurs, les capitalistes et les propriétaires fonciers. Ils supposent que ce sont des acteurs libres, autorisés en droit et en fait à fixer à leur travail, à leur capital et à leur terre, le prix qu'ils peuvent en tirer. Les conclusions de la science étant toutes adaptées à une société ainsi constituée, il convient de les réviser dès qu'on les applique à une autre société, quelle qu'elle soit. [...] Elles sont inapplicables lorsque le propriétaire terrien universel est l'État, comme en Inde. Elles sont inapplicables lorsque le travailleur agricole est généralement propriétaire de la terre elle-même et du capital, comme en France, ou du capital seul, comme en Irlande⁹⁴.

- 40 Cette citation montre que Mill conditionnait la validité des énoncés économiques à des facteurs variables, comme le lieu et le type d'organisation sociale, et n'envisageait pas la propriété privée moderne comme le seul système possible. Cette vision nuancée est confirmée par la première édition de son traité d'économie politique (1848), où Mill présente la propriété privée comme le résultat d'un processus historique d'appropriation du sol par la force⁹⁵.
- 41 Sur le second point, le rôle moteur de la lutte des classes, la critique marxienne est sans doute plus pertinente. Mill recherchait les moyens de favoriser la coopération entre travailleurs et entrepreneurs et ne croyait pas à l'intensification des conflits de classe. Cette attitude optimiste justifie le reproche d'utopisme adressé par Marx à l'économiste anglais. Comme les autres socialistes utopistes, il n'aurait pas eu d'autre plan que la propagande pacifique et l'art du compromis pour faire advenir la société nouvelle. Aussi Mill est-il ridiculisé par Marx pour « sa tentative de conciliation des inconciliables⁹⁶ ».
- 42 Peut-on appliquer ce reproche de fond à la position spécifique de Mill sur la question des terres ? D'un côté, Mill critique sévèrement le droit de propriété absolu de l'aristocratie foncière britannique et réclame la restitution des « communs » au

bénéfice des membres les plus pauvres de la communauté, les ouvriers. Parallèlement, il demeure attaché à un modèle de petite propriété paysanne dont les résultats, dans la France postrévolutionnaire, lui semblent probants. D'un autre côté, Mill n'écarte pas la propriété commune des ressources naturelles du globe comme futur possible, et fait l'éloge des coopératives de production. Il voit dans l'*association*, terme emprunté aux saint-simoniens, un facteur de civilisation et de progrès, et reconnaît que la production à grande échelle est plus adaptée au monde moderne⁹⁷. Ces hésitations sont-elles fatales à sa crédibilité sur la question agraire ? Marx semble le penser, car il inspire une série d'attaques contre l'économiste anglais sous forme d'articles de son ami Eccarius (1818-1889) dans le journal *Commonwealth*. Eccarius est un ancien quarante-huitard exilé à Londres, allié de Marx au sein de la Première Internationale. Ce représentant ouvrier pouvait avoir davantage d'influence sur ses pairs qu'une critique d'un économiste reconnu par un obscur intellectuel allemand⁹⁸. Mais c'est bien l'auteur du *Capital* qui est à la manœuvre dans les articles publiés sous le nom d'Eccarius en 1867. Selon Engels, Eccarius a été amplement guidé par Marx dans leur rédaction. Dans une lettre du 16 novembre 1885, Engels estime que la conclusion de la série « comporte des pages entières de la main de Marx⁹⁹ ».

- 43 Quel est le fil directeur de la critique marxienne de Mill s'agissant de la propriété privée ? Eccarius (Marx) cite d'abord l'économiste anglais, qui dénonçait vigoureusement la propriété foncière et le privilège exorbitant de l'aristocratie. Mais il lui reproche la modestie des solutions proposées : la taxation des plus-values foncières et la restriction du droit d'héritage. Mill visait l'anéantissement graduel des très grands domaines. Cette division progressive des immenses héritages en petites parcelles va-t-elle bouleverser les relations entre le capital et le travail ? La réponse est clairement : « Non ! ». La tactique révolutionnaire de Marx sera exposée dans *Le Capital* dans une forme plus achevée. Si les ressources naturelles et les instruments de production sont aux mains d'un petit nombre de propriétaires, une révolution prolétarienne pourra aisément procéder, par décret, à l'expropriation de ces quelques grandes fortunes. L'ensemble des moyens de production deviendrait ainsi propriété collective. Pour Marx, la concentration de la propriété est une étape utile dans l'évolution historique de la société, qui facilitera, le moment venu, l'« expropriation de la propriété foncière et [l']affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État », objectif proclamé par le *Manifeste du parti communiste*¹⁰⁰. L'idée est reprise dans les pages qui résument la thèse du *Capital* :

Pour transformer la propriété privée et morcelée, objet du travail individuel, en propriété capitaliste, il a naturellement fallu plus de temps, d'efforts et de peines, que n'en exigera la métamorphose en propriété sociale de la propriété capitaliste, qui de fait repose déjà sur un mode de production collectif. Là il s'agissait de l'expropriation de la masse du peuple par quelques usurpateurs ; ici il s'agit de l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse du peuple¹⁰¹.

- 44 Les espoirs pacifiques des économistes bourgeois sont balayés par Marx, qui reproche à Mill son évasion dans une imaginaire *association volontaire* entre travailleurs et possédants. Cette perspective paraît aussi utopique que les schémas les plus visionnaires de Saint-Simon, Fourier ou Cabet. Seule une révolution sociale pourrait faire basculer l'édifice de la propriété privée d'un seul coup. La socialisation des terres mettrait la rente foncière au service des besoins du peuple. La dissipation des illusions des économistes consiste à montrer, en sus, que la propriété mobilière est aussi mal fondée que la propriété immobilière. C'est sur ce constat que se termine l'article sur la

propriété dans l'économie politique de Mill. Au fond, l'opposition entre Mill et Marx ne porte pas tant sur les bienfaits potentiels de la propriété commune du sol, mais sur le degré de collectivisation souhaitable et sur les moyens (réformistes ou révolutionnaires) d'y parvenir. Marx, en tant que « théoricien du prolétariat¹⁰² », veut guider cette classe révolutionnaire vers l'action. Dans ce but, il encourage la création de la *Land and Labour League*, dont le succès sera de courte durée.

La *Land and Labour League*

La *League*, outil d'émancipation du prolétariat ?

- 45 L'objectif de la nationalisation des terres avait été annoncé dans le *Manifeste* de 1848. Marx s'investit concrètement dans le cadre de l'AIT pour faire inscrire ce but au programme du mouvement ouvrier. Il doit d'abord résister aux menées des délégués français et suisses, gagnés aux idées proudhoniennes, qui tentent de prendre le contrôle du Conseil général de l'AIT au Congrès de Lausanne (2 au 8 septembre 1867). Défenseurs de la petite propriété individuelle, ces délégués proudhoniens échouent à s'emparer de la direction. Le second acte de ce bras-de-fer se déroule lors du 3^e Congrès à Bruxelles, du 6 au 13 septembre 1868 : actif en coulisses, Marx parvient à faire adopter des résolutions sur la transformation des grands moyens de production, dont les mines, les forêts et le sol arable, en propriété collective¹⁰³. Durant l'été 1869, cette question de la propriété des terres et du sous-sol est à nouveau débattue lors de la séance du Conseil général du 6 juillet. Un membre nommé Milner conteste le fondement retenu pour la résolution appelant à nationaliser les terres, à savoir la « nécessité sociale ». Pourquoi ne pas en faire un droit naturel de l'homme ? Marx lui répond en rejetant ce retour au langage juridique :

L'argument de la nécessité sociale est supérieur à la revendication du droit abstrait. Toute chose, toute forme possible d'oppression a été justifiée par le droit abstrait ; il est grand temps d'abandonner ce mode d'agitation. La question est de savoir sous quelle forme ce droit doit être réalisé. Il y a eu nécessité sociale à transformer la propriété féodale en propriété paysanne. En Angleterre, le propriétaire a cessé d'être une nécessité en agriculture¹⁰⁴.

- 46 Adopter le langage abstrait des droits de l'homme serait une régression, car cela impliquerait comme conséquence logique d'accorder à chacun le droit individuel à « cultiver son propre lopin¹⁰⁵ ». Dépassée par la coopération sociale, cette petite culture doit céder la place à la « culture faite en grand¹⁰⁶ », correspondant à la phase capitaliste de la production. Cette analyse s'inspire des recherches marxiennes sur la grande industrie, qu'elle transpose à l'agriculture. Le secteur agricole serait soumis aux mêmes lois que le secteur manufacturier. La *Land and Labour League* est fondée à Londres en octobre 1869 pour amplifier la mobilisation du prolétariat et manifester ses revendications collectivistes. Cette initiative intervient après le Congrès de Bâle, qui s'est tenu du 6 au 11 septembre 1869 : la résolution adoptée prône l'abolition de la propriété privée du sol et sa conversion en propriété collective.
- 47 Dans une lettre à Engels, Marx se félicite de « la constitution (d'ailleurs à l'instigation directe du Conseil général) de la Land and Labour Ligue [*sic*], création par laquelle le parti ouvrier se sépare tout à fait de la bourgeoisie, *nationalisation of land* le *starting point*¹⁰⁷ ». Attaquer le dogme de la propriété foncière est une marque d'émancipation du mouvement ouvrier à l'égard de la bourgeoisie libérale. Même les cercles libéraux et

radicaux proches de Mill ne franchissaient pas le seuil symbolique de la nationalisation de toutes les terres. Ils défendaient des expérimentations partielles autour des « communs » et des coopératives inspirées du socialisme humanitaire de 1848. Le programme de la *League* prend acte de la lutte des classes et affiche ses ambitions d'auto-émancipation des ouvriers, appelés à se saisir des moyens de production. Pour faire de la Ligue une arme au service du prolétariat, Marx a placé des hommes au Comité exécutif qu'il croit « sûrs », et le fidèle Eccarius en « a été nommé secrétaire actif¹⁰⁸ ». Le programme prévoit la nationalisation du sol, l'institution d'un impôt direct et progressif sur la propriété foncière, la création de colonies agricoles en Angleterre, l'adoption du suffrage universel (ces deux derniers points étant d'inspiration chartiste) et la réduction des heures de travail. Le manifeste de la Ligue proclame qu'« [un] gouvernement élu par le peuple entier et investi de sa confiance est le seul pouvoir qui puisse mettre [la terre] en valeur pour le bien de la communauté entière¹⁰⁹. » Les grands aristocrates adeptes de la chasse sont priés d'aller émigrer vers d'autres rives, tandis que la domination bourgeoise est à nouveau dénoncée : « Ceux qui président aux destinées de la nation ont négligé [...] leur devoir primordial pour servir les intérêts spéciaux des riches et les rendre encore plus riches¹¹⁰ ». Le texte appelle à l'arrêt immédiat des *enclosures*, à la saisie par l'État des terres vacantes afin de les redistribuer aux chômeurs, et à la réquisition de l'armée pour commencer à défricher les terres incultes¹¹¹.

L'échec de la *Land and Labour League*

- 48 En lisant le programme de la *League*, Mill pouvait y discerner certaines convergences entre les revendications du mouvement ouvrier en matière agraire et ses propres vues. Il dénonçait avec véhémence la poursuite de la clôture de terres auparavant communes. Il s'était aussi engagé au milieu des années 1840, par voie de presse, pour tenter d'obtenir la mise en culture des terres en friche en Irlande, alors frappée par une terrible famine¹¹². Mais Mill est impliqué dans l'Association réformatrice, qui milite en faveur d'une modification de la loi sur la tenure du sol. Aussi perçoit-il le danger d'une rupture entre travailleurs et classes aisées sur ce sujet. La Ligue de la Terre et du Travail a déclaré ses choix, et entraîne résolument les ouvriers vers le collectivisme. Comment réagir ?
- 49 Persuadé que les classes ont intérêt à s'unir sur cette question des terres, Mill négocie en avril 1870, au grand dam de Marx, avec les leaders réformistes du mouvement ouvrier, tels Robert Applegarth (1834-1924) et William R. Cremer (1828-1908). Il accepte d'orienter le programme de son Association dans un sens plus radical afin de permettre aux « réformateurs agraires » des classes bourgeoises et laborieuses de se rejoindre face à l'ennemi commun : l'aristocratie foncière. Marx n'est guère surpris par ces développements, comme le montre sa remarque dans une lettre à César de Paepe :
- Une partie de la bourgeoisie anglaise a formé une sorte de Land Ligue [*sic*] contre la Land and Labour Ligue [*sic*] des ouvriers. Leur but ostensible est de transformer la propriété foncière anglaise en propriété parcellaire et de créer une paysannerie pour le plus grand bien du peuple. Leur but réel est l'attaque contre l'aristocratie foncière¹¹³.
- 50 Mill parvient à trouver un terrain d'entente avec les acteurs réformistes du mouvement ouvrier. Ce compromis est à l'origine de la proposition de taxation de « l'accroissement indu » de la rente foncière, annonçant l'imposition sur les plus-values foncières¹¹⁴. Si

cette initiative se solde par la perte immédiate de soutiens parmi les membres bourgeois de la *Land Tenure Reform Association*, la manœuvre est néanmoins efficace. La stratégie millienne de conciliation avec les travailleurs marginalise la *Land and Labour League* dans le paysage social anglais. Au bout d'un an d'existence, cette dernière s'éloigne de l'AIT, en raison du ralliement d'une majorité de membres de son comité exécutif à la ligne réformiste « avancée » défendue par Mill. Aussi peut-on comprendre l'amertume de Marx, dont les efforts pour guider le mouvement ouvrier anglais vers l'auto-émancipation ont échoué, face au « tropisme libéral » des leaders. Après plusieurs défections de dirigeants du Conseil général, les trade-unionistes britanniques finiront par quitter l'AIT pour fonder leur propre organisation en octobre 1871. Cet *English Federal Council* se détachera de plus en plus du Conseil général, pour devenir un pôle d'opposition à la ligne marxienne de l'Internationale. Malgré son intérêt, jamais démenti, pour la question agraire, Marx n'a pas non plus réussi à fédérer au sein de la *Land and Labour League* les dirigeants des ouvriers agricoles, puisque le principal leader, Joseph Arch (1826-1919), s'est rallié à l'Association de Mill¹¹⁵.

Conclusion

- 51 Pour Mill et Marx, reformuler le concept de propriété suppose d'abandonner le langage des droits naturels, hérité des Lumières. À la *loi de nature*, ils préfèrent l'idée d'utilité ou de nécessité sociale.
- 52 Dans l'optique utilitariste, Mill affirme le caractère artificiel et temporaire de la propriété foncière et de l'héritage. Loin d'affermir la liberté individuelle, ces institutions empêchent la majorité des individus d'accéder à l'autonomie. Cet intellectuel britannique reconnaît que les ressources et matières premières de la planète ont vocation à devenir propriété commune de l'humanité. Il cherche à protéger les milieux naturels, tout en rendant à l'ensemble de la société une partie des bénéfices qui en découlent. Mill s'intéresse au produit de la rente foncière et à l'imposition de son *accroissement indu*. La nationalisation pure et simple des terres constitue une alternative à ce réformisme.
- 53 Rejetant les compromis avec l'ordre existant, Marx appelle à la révolution sociale, seule voie vers l'émancipation du peuple par lui-même. L'expropriation de tous les propriétaires privés est une étape incontournable dans cette marche vers la société communiste. La priorité donnée à la *praxis*, à l'action révolutionnaire, vise à éveiller la conscience politique du peuple afin qu'il prenne son destin en mains. Surmonter la séparation entre *société civile bourgeoise* et État, passer du gouvernement de classe à l'administration des choses, bouleverser la base économique du capitalisme, tout ceci suppose de nationaliser les terres. Ainsi, la rente foncière serait versée directement à l'État. Aucune des mesures de transition envisagées par Mill ne sont retenues par Marx : la suppression du droit d'héritage est inutile, car si les propriétaires privés sont expropriés, il n'y aura plus d'héritiers. De même, encourager la petite propriété paysanne n'est qu'une impasse qui retarderait le basculement décisif vers un système de propriété collective.
- 54 Fort de ces convictions, Marx participe à la fondation de la *Land and Labour League*. L'évolution de ce mouvement est décevante. Marx a sans doute surestimé l'intensité des conflits de classes, ainsi que la « prolétarianisation » des campagnes. La stratégie réformiste de la *Land Tenure Reform Association*, créée sous le patronage de Mill, s'est

révélée plus adaptée à la culture de ce pays de tradition libérale ancienne. La Grande-Bretagne a certes été une terre d'accueil pour les exilés politiques de toutes origines au XIX^e siècle, mais elle est restée à l'écart des tendances les plus révolutionnaires du socialisme et du communisme continentaux. Cette spécificité a donné naissance à une doctrine britannique réformatrice, le socialisme *fabien*, ainsi qu'aux différentes variantes de « libéralisme social » ou de « socialisme libéral¹¹⁶ », dont Mill peut être considéré comme le précurseur.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHUSSER, L., BALIBAR, É. [1968], *Lire le Capital, I, II*, Paris, F. Maspero.
- AUDIER, S. [2006], *Le socialisme libéral*, Paris, La Découverte.
- AUDIER, S. [2017], *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte.
- BAZARD, S.-A. et al. [1829] *Doctrine de Saint-Simon. Exposition. Première année, 1829*, publiée avec introduction et notes de C. BOUGLÉ et É. HALÉVY, Paris, Marcel Rivière, 1924.
- BENTHAM, J. [1789], « Supply – New Species Proposed », Schofield, P., Pease-Watkin, C., Blamires, C. (dir.), *Rights, Representation and Reform. Nonsense Upon Stilts and Other Writings on the French Revolution*, Oxford, Clarendon Press, 2002.
- BENTHAM, J. [1801-1821], *Jeremy Bentham's Economic Writings*, vol. 3, Stark, W. (dir.), Londres, Allen and Unwin, 1954.
- BENTHAM, J. [1802], *Traité de législation civile et pénale*, Paris, Dalloz, 2010.
- BOSC, Y. [2011], « Liberté et propriété. Sur l'économie politique et le républicanisme de Condorcet », *Annales historiques de la Révolution française*, 366, p. 53-82.
- CALVIÉ, L. [1989], « Autour du jeune Marx : les Jeunes Hégéliens et la Révolution française », Vovelle, M. (dir.), *L'image de la Révolution française*, Oxford, Pergamon Press, vol. III, p. 1715-1720.
- CHAMPS, E. DE [2008], « Propriété et statut personnel chez Jeremy Bentham » dans Bachofen, B. (dir.), *Le libéralisme au miroir du droit. L'État, la personne, la propriété*, Lyon, ENS Éditions, p. 117-143.
- CLAEYS, G. [2007], *The French Revolution Debate in Britain. The Origin of Modern Politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- CLAEYS, G. [2013], *Mill and Paternalism*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Conseil Général de la Première Internationale. Procès-verbaux [1868-1870]*, éd. par Institut du Marxisme-Léninisme, Moscou, Éditions du Progrès, 1974.
- CROSSLEY, C. SMALL, I. [1989] *The French Revolution and British Culture*, Oxford, Oxford University Press.
- DENIS, H. [1966], *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, « Quadrige », 2016.

- EGE, R. [1993], « L'économie politique et les systèmes sociaux pendant la première moitié du XIX^e siècle » dans Béraud, A., Faccarello, G. (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, T. 2, Paris, La Découverte, p. 12-61.
- ETNER, F., SILVANT, C. [2017], *Histoire de la pensée économique en France depuis 1789*, Paris, Economica.
- GEORGE, H. [1880], *Progress and Poverty: An Inquiry into the Causes of Industrial Depressions and of Increase of Want with Increase of Wealth*, New York, D. Appleton and Co.
- GILLIG, P. [2014], *Mill et ses critiques. Analyse d'une prétendue prétention à l'universalité de l'économie politique de John Stuart Mill*, Thèse en Sciences économiques, Université de Strasbourg.
- GILLIG, P. [2016], « Marx's critique of "eternal" political economy : how Mill is alien to Marx's attacks », *European Journal of the History of Economic Thought*, vol. 23, n° 3, p. 378-399.
- GRAMSCI, A. [1929-1935], *Quaderni del carcere*, Platone, F. (dir.), Torino, Einaudi, 1948-1951.
- GUIBET LAFAYE, C. [2014], « La naturalisation de l'appropriation privative », *Revue de philosophie économique*, 2014/2, vol. 15, p. 35-68.
- HALPÉRIN, J.-L. [2008], *Histoire du droit des biens*, Paris, Economica.
- HARRISON, R. J. [1965], *Before the Socialists. Studies in Labour and Politics, 1861-1881*, Londres, Routledge and Kegan Paul.
- HEGEL, G. W. F. [1805-1806], *Jenaer Realphilosophie : Vorlesungsmanuskripte zur Philosophie der Natur und des Geistes*, éd. par Hoffmeister, J., Hamburg, Meiner, 1967.
- HEGEL, G. W. F. [1820], *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, trad. fr. Vieillard-Baron, J.-L., *Principes de la philosophie du droit*, Paris, GF-Flammarion, 1999.
- HEILBRONER, R. [1953], *The Worldly Philosophers*, trad. fr. Antonmattei, P., Paris, Le Seuil, 1971.
- HOLLANDER, S. [1985], *The Economics of John Stuart Mill*, vol. 2, *Political Economy*, Oxford, Basil Blackwell.
- HUME, D. [1740], *A Treatise of Human Nature*, trad. fr. Saltel, P., Paris, Flammarion, 1993.
- HUME, D. [1751], *An Enquiry Concerning the Principles of Morals*, trad. fr. Baranger, P., Saltel, P., Paris, Flammarion, 1991.
- HUNT, E. K., LAUTZENHEISER, M. [2011], *History of Economic Thought: A Critical Perspective*, Armonk (N.Y.), M. E. Sharpe.
- JACOUD, G. [2014], « Droit de propriété et économie politique dans l'analyse saint-simonienne », *Revue économique*, vol. 65, n° 2, mars 2014, p. 299-316.
- KAIN, R. J. P., OLIVER, R. R., CHAPMAN, J. [2004], *The Enclosure Maps of England and Wales, 1595-1918 : A Cartographic Analysis and Electronic Catalogue*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KURER, O. [1991] *John Stuart Mill. The Politics of Progress*, Londres, Routledge.
- LEVIN, M. [2003], « John Stuart Mill : A Liberal Looks at Utopian Socialism in the Years of Revolution 1848-9 », *Utopian Studies*, vol. 14, n° 2, p. 68-82.
- LOCKE, J. [1690], *The Second Treatise of Government*, Laslett, P. (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, 3^e éd., 1988 ; trad. fr. Spitz, J.-F., Lazzeri, C., Paris, PUF, 1994.
- LÖWY, M. [1970], *La théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris, Maspero.

- MACPHERSON, C. B. [1962], *The Political Theory of Possessive Individualism*, trad. fr. Fuchs, M., Paris, Gallimard, 1971.
- MARX, K. [1843], « À propos de la Question juive », dans K. MARX, *Philosophie*, éd. par M. Rubel, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1982.
- MARX, K. [1842-1844], *Écrits de jeunesse*, trad. fr. Papaioannou, K., Paris, Quai Voltaire, coll. « La République des Lettres », 1994.
- MARX, K. [1844], *Manuscrits parisiens*, dans Rubel, M. (dir.), *Œuvres I, « Économie »*, tome I, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1963.
- MARX, K. [1867], *Le Capital, Livre I*, Rubel, M. (dir.), Paris, Gallimard, 1968, rééd. « Folio essais », 2008.
- MARX, K., ENGELS, F. [1848], *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Éditions sociales, 1973.
- MARX, K., ENGELS, F. [1869], *Correspondance Marx – Engels*, Badia, G., Mortier, J. (dir.), vol. 10 (Janv. 1869- Juin 1870), Paris, Éditions Sociales, 1984.
- MARX, K., ENGELS, F. [1883-1887], *Briefe : April 1883 – Dezember 1887*, dans *Werke. Band 36*, Institut für Marxismus-Leninismus, Berlin, Dietz, 1967, 1973.
- MILL, J. [1821], *Elements of Political Economy*, Londres, Henry G. Bohn.
- MILL, J. S. [1834], « Miss Martineau's Summary of Political Economy », dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. IV, Toronto, University of Toronto Press, 1967, p. 223-228.
- MILL, J. S. [1845], « The Claims of Labour » dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. IV, Toronto, University of Toronto Press, 1967, p. 364-389.
- MILL, J. S. [1848], *Principles of Political Economy*, dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. II et III, Toronto, University of Toronto Press, 1965.
- MILL, J. S. [1869], *Chapters on Socialism*, dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. V, Toronto, University of Toronto Press, 1967.
- MILL, J. S. [1870], « Leslie on the Land Question », dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. V, Toronto, University of Toronto Press, 1967, p. 669-685.
- MILL, J. S. [1871], « Land Tenure Reform » dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. V, Toronto, University of Toronto Press, 1967, p. 688-695.
- MILL, J. S. [1873], *Autobiography*, dans Robson, J. M. (dir.), *The Collected Works of John Stuart Mill*, vol. I, Toronto, University of Toronto Press, 1963, trad. fr. Villeneuve, G., Paris, Aubier, 1993.
- NUMA, G. [2010/2], « Note sur le monopole naturel et le monopole pratique chez J. S. Mill », *Revue économique*, vol. 61, p. 341-352.
- PAREL, A., FLANAGAN, T. [1979], *Theories of Property : Aristotle to the Present*, Waterloo (Canada), Wilfrid Laurier University Press.
- RICARDO, D. [1815], *An Essay on the Influence of a Low Price of Corn on the Profits of Stock, Showing the Inexpediency of Restrictions on Importation*, Londres, John Murray.
- RICARDO, D. [1817], *Principles of Political Economy and Taxation*, Londres, John Murray, trad. fr. Soudan, c., Paris, Flammarion, 1992.
- RICHARD, G. [1914], *La question sociale et le mouvement philosophique au XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin.
- ROSEN, F. [2013], *Mill*, Oxford, Oxford University Press.

- ROUSSEAU, J.-J. [1754], *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, GF-Flammarion, 2008.
- RUBEL, M. [1957], *Karl Marx. Essai de biographie intellectuelle*, Paris, Klincksieck, 2016.
- SAINT-SIMON, C.-H. DE ROUVROY DE [2012] *Œuvres complètes*, Paris, Presses Universitaires de France, 4 volumes.
- SCHLATTER, R. [1951], *Private Property. The History of an Idea*, New York, Russell and Russell, 1973.
- SCHWARTZ, P. [1972], *The New Political Economy of J. S. Mill*, Durham (N.C.), Duke University Press.
- SERNA, P. [2005], *La République des girouettes, 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême-centre*, Seyssel, Champ Vallon.
- SIGOT, N. [2010], « Utility and Justice: French Liberal Economists in the 19th Century », *European Journal of the History of Economic Thought*, 17 (4), p. 759-792.
- SILAGI, M. [1992], « Henry George and Europe : Precursors of Land Reform in Germany ; Marx and the Land Question ; the Beginnings of the Georgist Movement in the Empire », *The American Journal of Economics and Sociology*, vol. 51, n° 2, p. 247-256.
- SMITH, A. [1776], *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, trad. fr. Jaudel, P. (dir.), Servet, J.-M. (éd. sc.), Paris, Economica, 2000.
- SOUAL, P. [2012], « Hegel et le libéralisme », dans Fournel, J.-L., Guilhaumou, J., Potier, J.-P. (dir.), *Libertés et libéralismes. Formation et circulation des concepts*, Lyon, ENS Éditions, p. 189-214.
- STEINER, P. [2006], « La science de l'économie politique et les sciences sociales en France (1750-1830) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 15, p. 15-42.
- STEINER, P. [2008a], « L'héritage au XIX^e siècle en France. Loi, intérêt de sentiment et intérêts économiques », *Revue économique*, vol. 59, n° 1, janvier 2008, p. 75-98.
- STEINER, P. [2008b], « La tradition française de critique sociologique de l'économie politique », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 18, avril 2008, p. 63-84.
- STEPHEN, L. [1900], *The English Utilitarians*, vol. 2, Londres, Continuum, 2005.
- THOMPSON, E. P. [1991], *Customs in Common*, Londres, Merlin Press, trad. fr. Boutier, J., Virmani, A., *Les usages de la coutume. Traditions et résistances populaires en Angleterre, XVII^e-XIX^e siècle*, Paris, EHESS-Gallimard-Le Seuil, 2015.
- TURNER, M. [1984], *Enclosures in Britain, 1750-1830*, Londres, Macmillan.
- VOGEL, U. [1989], « The Land-Question: A Liberal Theory of Communal Property », *History Workshop*, n° 27, p. 106-135.
- WALDRON, J. [1988], *The Right to Private Property*, Oxford, Clarendon Press.
- WINCH, D. [2009], *Wealth and Life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WINCH, D. [2010], « Wild natural beauty and the religion of humanity. Mill's 'green' credentials » dans Varouxakis, G., Kelly, P. (dir.), *John Stuart Mill - Thought and Influence*, Londres, Routledge, p. 57-66.
- ZARKA, Y. C. [2013], *L'inappropriabilité de la Terre. Principe d'une refondation philosophique*, Paris, Armand Colin.

NOTES

1. Karl MARX, *LE CAPITAL*, LIVRE I, SECTION 8, CHAP. 30, ÉD. PAR M. RUBEL, PARIS, GALLIMARD, 1968, P. 758.
2. Edward P. THOMPSON, *CUSTOMS IN COMMON*, LONDRES, MERLIN PRESS, 1991, TRAD. FR. . JEAN BOUTIER ET ARUNDHATI VIRMANI, *LES USAGES DE LA COUTUME. TRADITIONS ET RÉSISTANCES POPULAIRES EN ANGLETERRE, XVII^e-XIX^e SIÈCLE*, PARIS, EHESS-GALLIMARD-LE SEUIL, 2015.
3. Michael TURNER, *ENCLOSURES IN BRITAIN, 1750-1830*, LONDRES, MACMILLAN, 1984. CF. L'INTRODUCTION ET LE CHAPITRE 1 DE ROGER J. P. KAIN, DANS JOHN CHAPMAN ET RICHARD R. OLIVER (DIR.), *THE ENCLOSURE MAPS OF ENGLAND AND WALES, 1595 - 1918. A CARTOGRAPHIC ANALYSIS AND ELECTRONIC CATALOGUE*, CAMBRIDGE, CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2004.
4. Le radicalisme britannique est un courant aux origines anciennes, remontant au moins à la philosophie matérialiste et égalitariste du XVIII^e SIÈCLE. CES IDÉES SE RETROUVENT CHEZ THOMAS PAINE (1737-1809), PUIS, AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE, SE MÊLENT AUX NOUVELLES DOCTRINES UTILITARISTES.
5. J. S. Mill s'est inspiré en particulier de Fourier et des saint-simoniens. Voir Oskar KURER, *JOHN STUART MILL. THE POLITICS OF PROGRESS*, LONDRES, ROUTLEDGE, 1991, CHAP. 2, P. 33-59.
6. Henry GEORGE, *PROGRESS AND POVERTY. AN INQUIRY INTO THE CAUSES OF INDUSTRIAL DEPRESSIONS AND OF INCREASE OF WANT WITH INCREASE OF WEALTH*, 1880 ; VOIR AUSSI MICHAEL SILAGI, « HENRY GEORGE AND EUROPE: PRECURSORS OF LAND REFORM IN GERMANY ; MARX AND THE LAND QUESTION ; THE BEGINNINGS OF THE GEORGIST MOVEMENT IN THE EMPIRE », *THE AMERICAN JOURNAL OF ECONOMICS AND SOCIOLOGY*, VOL. 51, N° 2, 1992, P. 247-256.
7. Caroline GUIBET-LAFAYE, « LA NATURALISATION DE L'APPROPRIATION PRIVATIVE », *REVUE DE PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE*, 2014/2, P. 66.
8. Crawford B. MACPHERSON, *THE POLITICAL THEORY OF POSSESSIVE INDIVIDUALISM, FROM HOBBS TO LOCKE*, OXFORD, CLARENDON PRESS, 1962, TRAD. FR. MICHEL FUCHS, *LA THÉORIE POLITIQUE DE L'INDIVIDUALISME POSSESSIF*, PARIS, GALLIMARD, 1971.
9. Gregory CLAEYS, *THE FRENCH REVOLUTION DEBATE IN BRITAIN. THE ORIGIN OF MODERN POLITICS*, BASINGSTOKE, PALGRAVE MACMILLAN, 2007 ; CERI CROSSLEY, IAN SMALL (DIR.), *THE FRENCH REVOLUTION AND BRITISH CULTURE*, OXFORD, OXFORD UNIVERSITY PRESS, 1989.
10. Lucien CALVIÉ, « AUTOUR DU JEUNE MARX : LES JEUNES HÉGÉLIENS ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE », DANS M. VOVELLE (DIR.), *L'IMAGE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE*, VOL. III, OXFORD, PERGAMON PRESS, 1989 ; VOIR AUSSI LE COLLOQUE D'AVRIL 1985, « MARX ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE », PARIS, INSTITUT DE RECHERCHES MARXISTES ET CNRS.
11. J. BENTHAM, *TRAITÉS DE LÉGISLATION CIVILE ET PÉNALE* [1802], PARIS, DALLOZ, 2010, P. 62.
12. *Ibid.*, p. 164.
13. *Ibid.*, p. 166.
14. *Ibid.*, p. 175
15. *Ibid.*, p. 181.
16. P. STEINER, « L'HÉRITAGE AU XIX^e SIÈCLE EN FRANCE. LOI, INTÉRÊT DE SENTIMENT ET INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES », *REVUE ÉCONOMIQUE*, VOL. 59, N° 1, JANVIER 2008, P. 86.
17. D. HUME, *AN ENQUIRY CONCERNING THE PRINCIPLES OF MORALS* [1751], TRAD. FR. P. BARANGER ET P. SALTEL, *ENQUÊTE SUR LES PRINCIPES DE LA MORALE*, PARIS, GF-FLAMMARION, 1991, APP. III, P. 228.
18. H. DENIS, *HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE* [1966], PARIS, PUF, 2016, P. 232.
19. E. K. HUNT, M. LAUTZENHEISER, *HISTORY OF ECONOMIC THOUGHT: A CRITICAL PERSPECTIVE*, ARMONK (N.Y.), M. E. SHARPE, 2011, P. 133.
20. J. BENTHAM, « SUPPLY—NEW SPECIES PROPOSED » [1789], DANS P. SCHOFIELD, C. PEASE-WATKIN, C. BLAMIRE (DIR.), *RIGHTS, REPRESENTATION, AND REFORM*, OXFORD, CLARENDON PRESS, 2002, P. 210.
21. E. DE CHAMPS, « PROPRIÉTÉ ET STATUT PERSONNEL CHEZ JEREMY BENTHAM », DANS B. BACHOFEN (DIR.), *LE LIBÉRALISME AU MIROIR DU DROIT*, LYON, ENS ÉDITIONS, 2008, P. 125.
22. J. BENTHAM, *TRAITÉS...*, OP. CIT., P. 220.

23. John GRAY, « JOHN STUART MILL ON THE THEORY OF PROPERTY », DANS ANTHONY PAREL, THOMAS FLANAGAN, *THEORIES OF PROPERTY: ARISTOTLE TO THE PRESENT*, WATERLOO (CAN.), W. LAURIER UNIVERSITY PRESS, 1979, P. 257.
24. L. STEPHEN, *THE ENGLISH UTILITARIANS* [1900], VOL. 2, LONDRES, CONTINUUM, 2005, P. 187.
25. D. RICARDO, *AN ESSAY ON THE INFLUENCE OF THE LOW PRICE OF CORN ON THE PROFITS OF STOCK, SHOWING THE INEXPEDIENCY OF RESTRICTIONS ON IMPORTATION*, LONDRES, JOHN MURRAY, 1815.
26. J. S. MILL, *PRINCIPLES OF POLITICAL ECONOMY* [1848], DANS J. M. ROBSON (DIR.), *COLLECTED WORKS OF JOHN STUART MILL* [ABRÉGÉ EN CW PAR LA SUITE], LONDON, ROUTLEDGE AND KEGAN PAUL, 1965, VOL. II, P. 199. SAUF MENTION CONTRAIRE, LES TRADUCTIONS SONT LES MIENNES.
27. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. III, P. 819-820.
28. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. II, P. 174.
29. J. S. MILL, « LESLIE ON THE LAND QUESTION » [1870], DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. V, P. 672.
30. James MILL, *ELEMENTS OF POLITICAL ECONOMY*, LONDRES, HENRY G. BOHN, 1821 ; D. WINCH, *WEALTH AND LIFE*, CAMBRIDGE, CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2009, P. 78.
31. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. III, P. 820-821.
32. J. S. MILL EST AINSI PLUS PROCHE DE T. PAINE QUE DE CONDORCET. VOIR YANNICK BOSCH, « LIBERTÉ ET PROPRIÉTÉ. SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET LE RÉPUBLICANISME DE CONDORCET », *ANNALES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE*, N° 366, OCT.-DÉC. 2011, P. 53-82, EN PARTICULIER P. 63 ET 70-71.
33. R. EGE, « L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET LES SYSTÈMES SOCIAUX PENDANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^E SIÈCLE », DANS A. BÉRAUD, G. FACCARELLO (DIR.), *NOUVELLE HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE*, TOME II, PARIS, LA DÉCOUVERTE, 1993, P. 42.
34. S.-A. BAZARD ET ALII, *DOCTRINE DE SAINT-SIMON. EXPOSITION. PREMIÈRE ANNÉE, 1829* [1829], PUBLIÉE AVEC INTRODUCTION ET NOTES DE C. BOUGLÉ, E. HALÉVY, PARIS, MARCEL RIVIÈRE, 1924, P. 244.
35. J. S. MILL, *AUTOBIOGRAPHY* [1873], DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. I, P. 151.
36. S. A. BAZARD ET ALII, *DOCTRINE DE SAINT-SIMON...*, *OP. CIT.*, P. 238-239.
37. G. JACOUD, « DROIT DE PROPRIÉTÉ ET ÉCONOMIE POLITIQUE DANS L'ANALYSE SAINT-SIMONIENNE », *REVUE ÉCONOMIQUE*, VOL. 65, N° 2, 2014, P. 301-302.
38. S. A. BAZARD ET AL., *DOCTRINE DE SAINT-SIMON...*, *OP. CIT.*, P. 239.
39. H. SAINT-SIMON, *ŒUVRES COMPLÈTES, 1822-1825*, NOUV. ÉD. CRITIQUE J. GRANGE, P. MUSSO, P. RÉGNIER ET F. YONNET, PARIS, PUF, 2012, VOL. 4, P. 3072.
40. Cette idée d'une « république administrative, neutre et efficace » n'est certes pas nouvelle ; comme l'a montré Pierre Serna, elle remonte au Directoire et a fait son chemin depuis le 18 Fructidor... Cf. P. Serna, *La République des girouettes, 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, p. 448.
41. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. II, P. 215.
42. S. HOLLANDER, *THE ECONOMICS OF JOHN STUART MILL*, VOL. 2, OXFORD, BASIL BLACKWELL, 1985, P. 830.
43. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. II, P. 216.
44. P.-B. ENFANTIN, DANS BAZARD ET ALII, *DOCTRINES DE SAINT-SIMON...*, *OP. CIT.*, P. 313.
45. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. II, P. 225.
46. *Ibid.*, p. 226.
47. Baudrillart, cité par N. SIGOT, « UTILITY AND JUSTICE: FRENCH LIBERAL ECONOMISTS IN THE 19TH CENTURY », *EUROPEAN JOURNAL OF THE HISTORY OF ECONOMIC THOUGHT*, N° 17(4), 2010.
48. G. CLAEYS, *MILL AND PATERNALISM*, CAMBRIDGE, CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2013, P. 159-160 ; R. HEILBRONER, *THE WORLDLY PHILOSOPHERS* [1953], TRAD. FR. P. ANTONMATTÉI, PARIS, LE SEUIL, 1971, P. 129.
49. P. SCHWARTZ, *THE NEW POLITICAL ECONOMY OF J. S. MILL*, DURHAM (N. C.), DUKE UNIVERSITY PRESS, P. 181-192 ; FRED ROSEN, *MILL*, OXFORD, OXFORD UNIVERSITY PRESS, 2013, P. 197-198.
50. J. S. MILL, *CHAPTERS ON SOCIALISM* [1869], DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. V, P. 753.
51. G. RICHARD, *LA QUESTION SOCIALE ET LE MOUVEMENT PHILOSOPHIQUE AU XIX^E SIÈCLE*, PARIS, A. COLIN, 1914, P. 101.
52. J. S. MILL, « LAND TENURE REFORM » (1871), DANS CW, *OP. CIT.*, VOL. V, P. 691.

53. *Ibid.*

54. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS *CW, OP. CIT.*, VOL. II, P. 232.

55. J. S. MILL, « LAND TENURE REFORM », DANS *CW, OP. CIT.*, VOL. V, P. 693.

56. *Ibid.*, *loc. cit.*

57. Dès les années 1830, Mill avait dressé un tableau accablant des ravages de la pollution industrielle dans le Yorkshire ; voir Serge AUDIER, *LA SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE ET SES ENNEMIS. POUR UNE HISTOIRE ALTERNATIVE DE L'ÉMANCIPATION*, PARIS, LA DÉCOUVERTE, 2017, P. 244-246.

58. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS *CW, OP. CIT.*, VOL. III, P. 756.

59. L'association existe d'ailleurs toujours au XXI^e SIÈCLE, SOUS LE NOM D'OPEN SPACES SOCIETY.

60. J. S. MILL, « LAND TENURE REFORM », DANS *CW, OP. CIT.*, VOL. V, P. 690.

61. J. S. MILL, *AUTOBIOGRAPHY*, DANS *CW, OP. CIT.*, VOL. I, P. 239.

62. Michael LEVIN, « JOHN STUART MILL: A LIBERAL LOOKS AT UTOPIAN SOCIALISM IN THE YEARS OF REVOLUTION 1848-9 », *UTOPIAN STUDIES*, VOL. 14, N° 2 (2003), P. 68-82, SPÉC. P. 74-75.

63. S. HOLLANDER, *THE ECONOMICS OF JOHN STUART MILL*, *OP. CIT.*, P. 838-839.

64. Philippe GILLIG, *MILL ET SES CRITIQUES. ANALYSE D'UNE PRÉTENDUE PRÉTENTION À L'UNIVERSALITÉ DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE JOHN STUART MILL*, THÈSE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES, UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, 2014, PARTIE 2, CHAP. 3, P. 122-126. [HTTPS://TEL.ARCHIVES-OUVERTES.FR/TEL-01126844](https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01126844)

65. J. S. MILL, « LAND TENURE REFORM », DANS *CW, OP. CIT.*, VOL. V, P. 694.

66. K. MARX, *KRITIK DES HEGELSCHEN STAATSRECHT [1842-1843]*, TRAD. FR. K. PAPAIOANNOU, DANS *ÉCRITS DE JEUNESSE*, PARIS, QUAI VOLTAIRE, 1994.

67. G. W. F. HEGEL, *GRUNDLINIEN DER PHILOSOPHIE DES RECHTS (1820)*, TRAD. J.-L. VIEILLARD-BARON, DANS *PRINCIPES DE LA PHILOSOPHIE DU DROIT*, PARIS, GF - FLAMMARION, 1999.

68. K. MARX, *CRITIQUE DU DROIT POLITIQUE HÉGÉLIEN*, *OP. CIT.*, P. 65.

69. *Ibid.*, p. 182.

70. *Ibid.*, p. 183.

71. L. CALVIÉ, « AUTOUR DU JEUNE MARX... », ART. CITÉ, (DIR.) P. 1715-1720.

72. K. MARX, « À PROPOS DE LA QUESTION JUIVE » [1843], DANS *PHILOSOPHIE*, ÉDITÉ PAR M. RUBEL, PARIS, GALLIMARD (COLL. « FOLIO-ESSAIS »), 1982, P. 72.

73. J. LOCKE, *TWO TREATISES OF GOVERNMENT*, P. LASLETT (DIR.), CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 1967, TRAD. FR. J.-F. SPITZ, *LE SECOND TRAITÉ DU GOUVERNEMENT*, PARIS, PUF, 1994.

74. J. WALDRON, *THE RIGHT TO PRIVATE PROPERTY*, OXFORD, CLARENDON PRESS, 1988, P. 356.

75. G. W. F. HEGEL, *OP. CIT.*, § 44, P. 122.

76. P. SOUAL, « HEGEL ET LE LIBÉRALISME », DANS J.-L. FOURNEL, J. GUILHAUMOU, J.-P. POTIER (DIR.), *LIBERTÉS ET LIBÉRALISMES. FORMATION ET CIRCULATION DES CONCEPTS*, LYON, ENS ÉDITIONS, 2012, P. 192.

77. K. MARX, *LA SAINTE FAMILLE [1845]*, DANS MARX, *PHILOSOPHIE*, *OP. CIT.*, P. 264.

78. G. W. F. HEGEL, *JENAER REALPHILOSOPHIE [1805-1806]*, ÉDITÉ PAR J. HOFFMEISTER, HAMBURG, MEINER, 1967.

79. G. W. F. HEGEL, *LES PRINCIPES DE LA PHILOSOPHIE DU DROIT*, *OP. CIT.*, § 189-208, P. 254-266.

80. M. LÖWY, *LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION CHEZ LE JEUNE MARX*, PARIS, MASPERO, 1970, P. 30.

81. Marx désigne A. Thierry comme « père de la “lutte des classes” dans l'historiographie française » dans une lettre du 27 juillet 1854 à Engels, *Correspondance Marx - Engels*, tome 4 (juillet 1853 - juin 1857), Paris, Éditions Sociales, 1974, p. 148.

82. K. MARX, *MANUSCRITS PARISIENS DE 1844*, « ÉBAUCHE D'UNE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE » [1844], DANS *PHILOSOPHIE*, *OP. CIT.*, P. 147.

83. K. MARX, *L'IDÉOLOGIE ALLEMANDE [1845]*, DANS *PHILOSOPHIE*, *OP. CIT.*, P. 307.

84. A. GRAMSCI, *QUADERNI DEL CARCERE (1948-1951)*, CITÉ IN M. LÖWY, *OP. CIT.*, P. 120.

85. K. MARX, *MANUSCRITS PARISIENS DE 1844*, « ÉBAUCHE D'UNE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE », DANS *PHILOSOPHIE*, *OP. CIT.*, P. 148 ET 152.

86. *Ibid.*, p. 152.

87. M. RUBEL, *KARL MARX. ESSAI DE BIOGRAPHIE INTELLECTUELLE* [1957], PARIS, KLINCKSIECK, 2016, P. 141.
88. Je remercie Éric de Mari, Professeur d'histoire du droit à l'université de Montpellier, pour cette précision.
89. K. MARX, *ŒUVRES I, « ÉCONOMIE »*, TOME I, ÉDITÉ PAR M. RUBEL, PARIS, GALLIMARD (COLL. « LA PLÉIADE »), 1963, P. 120.
90. L. ALTHUSSER, É. BALIBAR, *LIRE LE CAPITAL I*, PARIS, F. MASPERO, 1968, P. 113.
91. K. MARX, *ŒUVRES I, « ÉCONOMIE »*, TOME I, OP. CIT., P. 118.
92. K. MARX, *MANUSCRITS PARISIENS, « ÉBAUCHE D'UNE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE »*, DANS *PHILOSOPHIE*, OP. CIT., P. 147.
93. K. MARX, *MISÈRE DE LA PHILOSOPHIE* [1847], DANS *ŒUVRES I, « ÉCONOMIE »*, TOME I, OP. CIT., P. 93.
94. J. S. MILL, « MISS MARTINEAU'S SUMMARY OF POLITICAL ECONOMY », *MONTHLY REPOSITORY*, VOL. VIII [MAI 1834], DANS *CW*, OP. CIT., VOL. IV, P. 225-226, MA TRADUCTION.
95. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS *CW*, OP. CIT., VOL. II, P. 201 ; VOIR P. GILLIG, « MARX'S CRITIQUE OF "ETERNAL" POLITICAL ECONOMY: HOW MILL IS ALIEN TO MARX'S ATTACKS », *EUROPEAN JOURNAL OF THE HISTORY OF ECONOMIC THOUGHT*, VOL. 23, N° 3 (2016), P. 381.
96. K. MARX, *LE CAPITAL*, LIVRE I, POSTFACE DE LA 2^{DE} ÉD. ALLEMANDE, ÉDITÉ PAR M. RUBEL, PARIS, GALLIMARD (COLL. « FOLIO ESSAIS »), 2008, P. 103.
97. J. S. MILL, *PRINCIPLES...*, DANS *CW*, OP. CIT., VOL. III, P. 769.
98. M. EVANS, « JOHN STUART MILL AND KARL MARX: SOME PROBLEMS AND PERSPECTIVES », *HISTORY OF POLITICAL ECONOMY*, VOL. 21, N° 2, 1989, P. 273-298, PLUS PARTICULIÈREMENT P. 294-295.
99. Engels à Schluter, 16 nov. 1885, *Marx-Engels Werke*, vol. 36, p. 408.
100. K. MARX, G. W. F. ENGELS, *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE* [1848], PARIS, ÉD. SOCIALES, 1973, P. 56.
101. K. MARX, « TENDANCE HISTORIQUE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE », *LE CAPITAL*, OP. CIT., 2008, LIVRE I, SECTION 8, CHAP. 32, P. 788.
102. M. RUBEL, « INTRODUCTION GÉNÉRALE » À K. MARX, *LE CAPITAL*, OP. CIT., 2008, P. 21.
103. *Le Conseil Général de la Première Internationale, 1868-1870. Procès-Verbaux*, Institut du Marxisme-Léninisme, Moscou, Éd. du Progrès, 1974, p. 258-259.
104. K. MARX, 6 JUILLET 1869, DANS *LE CONSEIL GÉNÉRAL...*, OP. CIT., P. 101-102.
105. *Ibid.*
106. *Résolutions du 3^e Congrès, Le Conseil Général de la Première Internationale...*, op. cit., p. 258.
107. Marx à Engels, 30 oct. 1869, *Correspondance Marx - Engels*, G. Badia et J. Mortier (dir.), Paris, Éd. Sociales, 1984, tome X, p. 187.
108. *Ibid.*
109. J. G. ECCARIUS, « ADRESSE DE LA LIGUE DE LA TERRE ET DU TRAVAIL AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE », *LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE*, OP. CIT., P. 304.
110. *Ibid.*, p. 302.
111. *Ibid.*, p. 304.
112. Articles parus dans le *Morning Chronicle* (1846-1847), repris dans *CW*, op. cit., vol. XXIV.
113. Marx à de Paepe, 24 janvier 1870, *Correspondance Marx - Engels*, op. cit., tome X, p. 265.
114. R. J. HARRISON, *BEFORE THE SOCIALISTS. STUDIES IN LABOUR AND POLITICS, 1861-1881*, LONDRES, ROUTLEDGE AND KEGAN PAUL, 1965, CHAP. V, P. 225.
115. M. EVANS, « JOHN STUART MILL AND KARL MARX: SOME PROBLEMS AND PERSPECTIVES », ART. CITÉ, P. 296.
116. S. AUDIER, *LE SOCIALISME LIBÉRAL*, PARIS, LA DÉCOUVERTE, 2006.

RÉSUMÉS

Formé par Jeremy Bentham, James Mill et David Ricardo, John Stuart Mill s'est éloigné de la conception classique de la propriété privée. Alors que ses maîtres voyaient la propriété foncière comme un prolongement de la liberté individuelle, J. S. Mill a intégré la critique saint-simonienne de cette institution à sa réflexion. Il s'est orienté dans un sens radical, en prônant la taxation de l'accroissement indu de la rente foncière et la limitation des héritages. Sa lutte contre la privatisation des communs l'a conduit à prendre la tête de la *Land Tenure Reform Association*, un mouvement réformiste avancé. La critique millienne du droit de propriété illimitée n'a pas convaincu Karl Marx, qui a remis en cause la vision des « socialistes utopiques », et lancé une association rivale, la *Land and Labour League*. L'accumulation de la propriété foncière entre quelques mains représente une étape dans le développement du capitalisme qui sera dépassée par la révolution prolétarienne. Les propriétés privées seront nationalisées, et la rente foncière mise au service du système communiste.

Educated by Jeremy Bentham, James Mill and David Ricardo, John Stuart Mill took a critical stance towards the classical view of private property. While his masters thought of property in land as an extension of individual freedom, J. S. Mill drew on the Saint-Simonian critique of this institution as a way of renewing his own thinking. He moved in a radical direction, advocating taxation of the unearned rise in rents as well as limitations on inheritances. Common lands should not be allowed to become private anymore, a goal Mill pursued by becoming chairman of the Land Tenure Reform Association, and inspiring its advanced reformism. Mill's critique of absolute private property did not convince Karl Marx, who confronted what he termed "utopian socialism" and launched a rival association, the Land and Labour League. Large-scale private appropriation of land was a step in the development of capitalism, which would be superseded by a proletarian revolution implementing state ownership of land, state appropriation of rent, and communism.

INDEX

Mots-clés : propriété privée, socialisme, critique de l'économie politique, collectivisme, révolution

Keywords : private property, socialism, criticism of political economy, collectivism, revolution

AUTEUR

VALENTINE BRUNET

Doctorante en histoire

IHRF-IHMC

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne